

Les subsides

marché mondial. Et pourtant, elle a un des meilleurs programmes sociaux pour sa population. Elle est aussi une des ferventes défenderesses de ces accords de libre-échange et on voit des partis de l'opposition de ce qui pourrait arriver. Ils devraient commencer à regarder ce qui se passe de l'autre côté, ce qui se passe dans d'autres pays et peut-être à ce moment-là ils comprendraient davantage qu'une entente économique ne met nullement en danger des aspirations aussi profondes que celles qui ont trait à nos programmes sociaux.

Les libéraux et les néo-démocrates prétendent que le libre-échange va nous faire perdre notre identité culturelle. Ils essaient de faire croire cela aux Québécois, aux Canadiens français qu'on va perdre notre identité culturelle. Monsieur le Président, on est à peu près six millions de francophones au pays. Est-ce qu'on a perdu notre identité culturelle parce qu'il y a un bassin de 250 ou de 300 millions d'Américains et de Canadiens? Non, monsieur le Président. Au contraire, on l'a développée et on l'a renforcée. On ne s'est pas fait assimiler, contrairement à ce que peut prétendre une opposition, dans un accord de libre-échange. Nous avons défendu nos institutions. Nous les avons mises de l'avant et elles sont parmi les meilleures institutions dans le monde francophone international. Pensons à notre système d'éducation. Pensons à des entreprises comme Bombardier. Est-ce que Bombardier, est-ce que Lavalin, est-ce que SNC, est-ce que Alcan Canada ont perdu leur identité culturelle parce qu'elles sont allées chercher des marchés américains? Non, monsieur le Président. Pourtant, l'ensemble des Canadiens, les gouvernements quels qu'ils soient sont fiers de compagnies comme celles-là. Elles ont développé le marché international. Elles se sont impliquées et c'est là-dessus que l'Accord de libre-échange va de l'avant.

C'est sur ces principes fondamentaux que l'économie canadienne ne peut se dépasser que par le commerce extérieur, ne peut que se surpasser et se développer davantage que par le commerce extérieur. Les deux partis d'opposition sont contre. Ils sont contre le fait que l'on crée des emplois au Canada. Ils sont contre le fait que l'on puisse développer des marchés. Ils oublient ou ils ne veulent pas dire que 80 p. 100 de nos exportations vers les États-Unis sont en frais de douane. Ils font accroire que les producteurs agricoles du Canada ont perdu leurs offices de commercialisation. Ils ne comprennent rien parce qu'ils sont protégés. Les offices de commercialisation sont protégés. Le ministre de l'Agriculture—on en a fait un débat spécial—l'a affirmé et on voit les députés néo-démocrates dire: Écoutez, cela n'a pas d'allure.

Monsieur le Président, ils ont passé la journée à nous dire qu'ils n'avaient pas le texte final, qu'ils ne pouvaient pas porter de jugement définitif et maintenant ils sont en train de nous dire: Non, non ce n'est pas protégé. On va perdre notre identité culturelle, nos programmes sociaux.

Monsieur le Président, je voudrais dire—parce que vous me faites signe que mon temps de parole est sur le point d'être écoulé—que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis c'est d'abord et avant tout un accord économique, un accord fondé sur de l'entreprise, fondé sur de la création d'emplois, fondé sur l'ouverture du commerce international. Monsieur le Président, je pense qu'en tant que Canadien, je suis fier de participer à ce genre de débat, à ce genre de choix

économique que nous faisons parce que moi et le parti progressiste conservateur en particulier, nous n'avons pas peur des défis, de l'internationalisation. Nous n'avons pas peur de défier les marchés, principalement le marché des États-Unis et, contrairement à ce que certains ont toujours voulu faire croire aux Canadiens qu'ils étaient nés pour des petits pains, nous, monsieur le Président, nous disons: Les Canadiens sont nés pour être capables d'accéder au marché international sur la concurrence, sur la crédibilité et surtout sur l'ingéniosité de chacun d'entre eux. Et cela, les deux partis de l'opposition l'ont complètement oublié, mais nous serons là pour le rappeler aux Canadiens.

• (1740)

[Traduction]

M. Hopkins: Monsieur le Président, je veux seulement corriger le député parce que je suis sûr qu'il ne voudrait pas laisser au compte rendu le genre d'inexactitude que contenait le discours qu'il vient de prononcer. Il a déclaré que le gouvernement avait offert aux libéraux et aux néo-démocrates de les renseigner, ce qui est absolument faux.

Le premier ministre (M. Mulroney) a offert de renseigner le chef du parti libéral et le chef du Nouveau parti démocratique, mais ils leur a enjoint de ne rien dire à leurs propres caucus et de garder le secret sur tout. C'est le genre de démocratie que nous avons au Canada aujourd'hui.

Le député a mentionné le mot démocratie plusieurs fois dans son discours. Alors que l'offre du premier ministre du Canada visait le chef de l'opposition et le chef du Nouveau parti démocratique, le député a dit: «Nous avons offert de renseigner les libéraux et les néo-démocrates». C'est absolument faux et je suis sûr que le député ne voudrait pas que cela figure au compte rendu.

Le député de Winnipeg—Assiniboine (M. McKenzie) a dit cet après-midi qu'il est à la Chambre depuis des années. Il a ajouté qu'aucun député ne maîtrise tous les sujets et il a ensuite donné son opinion. Je tiens à lui dire que personne n'illustre mieux ce fait que lui dans l'histoire de notre parlement.

Le député a aussi parlé de cet accord extraordinaire et des immenses avantages qu'il apportera au Canada. Si cet accord est si extraordinaire, pourquoi le député, son parti et le premier ministre veulent-ils le faire adopter à toute vitesse. Nous sommes à la veille d'obtenir les détails de cet accord qui compte plusieurs centaines de pages. Le Parlement doit siéger la semaine prochaine, après quoi il s'ajournera pour le congé de Noël. Le premier ministre doit signer cet accord le 2 janvier. Par conséquent, quand nous rentrerons en janvier, le sort en sera jeté. Est-ce cela, pour lui, la démocratie?

Le gouvernement nous sert les mêmes vieilles rengaines jour après jour. Si l'accord est si extraordinaire, pourquoi le premier ministre est-il si pressé de voir la Chambre l'adopter? Pourquoi ne lui en a-t-il pas communiqué les détails depuis fort longtemps?

Le Congrès des États-Unis va débattre de cette question pendant des mois et des mois, c'est-à-dire beaucoup plus longtemps qu'il ne l'avait d'abord prévu. Qu'est-ce donc qui ne tourne pas rond au Canada? Je vais le lui dire. C'est que nous avons à l'heure actuelle au Canada un gouvernement qui fait fi